

## RELATIONS INTERNATIONALES

### FICHE 6 - Les organisations internationales

I.	Notions à retenir .....	2
II.	Aspects généraux .....	2
	<b>A) Définition et personnalité juridique des organisations internationales .....</b>	<b>2</b>
	1) Définition et typologie des OI .....	2
	2) L'identification de leur personnalité juridique internationale .....	5
	<b>B) Participation aux organisations internationales .....</b>	<b>6</b>
	1) Le statut de membre d'une organisation internationale .....	7
	2) La perte de la qualité de membre .....	9
III.	Les compétences et pouvoirs des organisations internationales .....	10
	<b>A) Le principe de spécialité et la théorie des pouvoirs implicites .....</b>	<b>10</b>
	<b>B) L'illustration du principe de spécialité .....</b>	<b>13</b>
	1) L'ONU .....	14
	2) Organisation internationale pour les migrations .....	14

## I. Notions à retenir

Organisation internationale – Autonomie des organisations internationales – Personnalité juridique internationale – Principe de spécialité – Compétences d'attribution (compétences dérivées) – La qualité de membre d'une organisation internationale – Retrait - Suspension.

## II. Aspects généraux

L'étude des organisations internationales suppose une exigence préalable de définition conceptuelle et de présentation des conditions de reconnaissance de leur personnalité juridique (A). Elle suppose également la nécessité de la présentation du régime de l'acquisition et de la perte par les États, de la qualité de membre d'une organisation internationale (B).

### A) Définition et personnalité juridique des organisations internationales

La définition des organisations internationales (1) et la détermination de leur classification aident à avoir une idée de leur raison d'être (2).

#### 1) Définition et typologie des OI

Tout d'abord, il importe de relever que contrairement aux États qui sont des sujets originaires, les organisations internationales sont des sujets dérivés du droit international. Leur caractère dérivé tient au fait que leur existence procède de la

volonté d'autres sujets de droit international que sont les États. Cette volonté est exprimée dans un accord international qualifié de traité constitutif. Ce traité détermine les compétences de l'organisation, les organes permanents destinés à accomplir ces compétences, leur fonctionnement et les moyens qui leur sont dévolus.

En ce sens, dans son avis relatif à la licéité de l'utilisation des armes nucléaires, la Cour internationale de Justice a considéré que « les actes constitutifs d'organisations internationales sont aussi des traités d'un type particulier ; ils ont pour objet de créer des sujets de droits nouveaux, dotés d'une certaine autonomie, auxquels les parties confient pour tâche la réalisation de buts communs ». (CIJ, *Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé, avis consultatif du 8 juillet 1996, Rec. 1996, p. 75*).

Dans le même sens, dans son avis au sujet de la *Réparation des dommages subis au service des Nations Unies, du 11 avril 1949*, la Cour internationale de Justice a relevé que

« La Charte ne s'est pas bornée à faire simplement de l'Organisation créée par elle un centre où s'harmoniseraient les efforts des nations vers les fins communes définies par elle (*article premier, par. 4*). Elle lui a donné des organes ; elle lui a assigné une mission propre. Elle a défini la position des Membres par rapport à l'organisation en leur prescrivant de lui donner pleine assistance dans toute action entreprise par elle (*article 2, par. 5*), d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de Sécurité, en autorisant l'Assemblée générale à leur adresser des recommandations, en octroyant à l'Organisation une capacité juridique, des privilèges et immunités sur le territoire de chacun de ses Membres, en faisant prévision d'accords à conclure entre l'organisation et ses Membres ».

Ainsi, suivant l'*article 2 (a) du Projet d'articles de la Commission du droit international sur la responsabilité des organisations internationales (2011)*, l'expression organisation internationale s'entend de « toute organisation instituée par un traité ou un autre instrument régi par le droit international et dotée d'une personnalité juridique internationale propre ». Le professeur Virally soulignait déjà que l'organisation internationale se définit sur la base de plusieurs caractères que sont la base interétatique, la base volontariste, l'existence d'organes permanents, l'autonomie, la fonction de coopération.

D'ailleurs, elles (les organisations internationales) « restent pour l'essentiel des structures de coopération au fonctionnement desquelles chaque État participe, sans renoncer pour autant à exercer ses compétences propres dans le même domaine. Sans renoncer non plus dans la réalité des faits à une compétition plus ou moins grande avec les autres États membre<sup>1</sup> ».

L'autre question qui se pose en outre est celle de la détermination de la typologie des organisations internationales. En ce sens, s'il n'existe pas de critères exhaustifs, on peut à titre d'exemples prendre en compte :

- **La Classification des organisations internationales suivant leur composition** : Suivant ce critère de classification, on distingue les organisations à vocation universelle et les organisations régionales.
  - Les premières (à vocation universelle) sont celles qui peuvent regrouper tous les États, telles que l'ONU et ses institutions spécialisées ou l'Organisation mondiale du Commerce (O.M.C).
  - Les secondes (organisations régionales) n'ont vocation à n'admettre que quelques États. Ex. l'Union européenne (UE), l'Union africaine (UA) ou l'organisation des États américains (O.E.A).
- **Classification des organisations internationales suivant le domaine d'activité** : en vertu de ce critère, on distingue les organisations à compétence générale et les organisations ayant une compétence limitée.
  - Les premières ont un champ de compétence étendu à tous les domaines des relations internationales. C'est le cas de l'ONU, de l'UA.
  - Les secondes ont une compétence limitée à certains domaines. Ces domaines peuvent être économiques (OCDE, Banque mondiale, FMI, OMC), sociaux (OIT), militaires (OTAN), techniques (UIT, AIEA).

**Question :** Quelle est la classification des organisations internationales suivant leur composition ?

**Question :** Quelle est la classification des organisations internationales suivant leur domaine d'activité ?

---

<sup>1</sup>Dupuy P. -M., Kerbrat Y., *Droit international public*, 13<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, 2016, p. 167

## 2) *L'identification de leur personnalité juridique internationale*

Si durant très longtemps, les États étaient les seuls sujets de droit international, ils ont fini par reconnaître aux organisations internationales, des droits leur permettant d'agir juridiquement devant des juridictions internationales. Cette grande mutation du droit international a été consacrée dans un **avis du 11 avril 1949 dans lequel la Cour internationale de Justice (CIJ)** a considéré que :

« Les sujets de droit, dans un système juridique, ne sont pas nécessairement identiques quant à leur nature ou à l'étendue de leurs droits ; et leur nature dépend des besoins de la communauté. Le développement du droit international, au cours de son histoire, a été influencé par les exigences de la vie internationale, et l'accroissement progressif des activités collectives des États a déjà fait surgir des exemples d'action exercée sur le plan international par certaines entités qui ne sont pas des États. Ce développement aboutit, en juin 1945, à la création d'une organisation internationale dont les buts et les principes sont énoncés dans la Charte des Nations Unies. Pour atteindre ces buts, il est indispensable que l'organisation ait la personnalité internationale<sup>2</sup> ».

La Cour a ainsi reconnu à l'ONU la personnalité juridique internationale et même la capacité juridique internationale opposable aux États tiers à l'ONU. Il s'agit désormais d'un acquis souligné dans son Cours d'introduction au droit international et Relations internationales par le professeur Jean Matringe pour qui,

« il est aujourd'hui communément admis que toutes les organisations internationales sont des sujets de droit international, ont une personnalité juridique internationale qui est distincte de celle de ses États membres. Les organisations sont titulaires de droits, compétences et pouvoirs ainsi que d'obligations qui ne sont pas la somme de ceux de ses États membres, mais en sont distincts et lui sont propres ».

---

<sup>2</sup>CIJ, Réparation des dommages subis au service des Nations Unies, avis consultatif du 11 avril 1949, Rec. 1949, p. 174

De même, dans son **avis** précité au sujet de la **Réparation des dommages subis au service des Nations Unies, du 11 avril 1949**, la Cour internationale de Justice a relevé que

*« La Charte ne s'est pas bornée à faire simplement de l'Organisation créée par elle un centre où s'harmoniseraient les efforts des nations vers les fins communes définies par elle (article premier, par. 4). Elle lui a donné des organes ; elle lui a assigné une mission propre. Elle a défini la position des Membres par rapport à l'organisation en leur prescrivant de lui donner pleine assistance dans toute action entreprise par elle (article 2, par. 5), d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de Sécurité, en autorisant l'Assemblée générale à leur adresser des recommandations, en octroyant à l'Organisation une capacité juridique, des privilèges et immunités sur le territoire de chacun de ses Membres, en faisant prévision d'accords à conclure entre l'organisation et ses Membres ».*

Ces droits impliquent l'entretien « des relations ressemblant aux relations diplomatiques avec les États et les autres organisations internationales ; au pouvoir de s'engager internationalement par des traités conclus avec des États ou d'autres organisations internationales, voire par des contrats avec des personnes privées ou encore au pouvoir de présenter une réclamation internationale (CIJ 1949), voire, parfois, d'utiliser la contrainte comme l'UE contre ses États membres ou des personnes privées, le Conseil de sécurité ou encore la CPI<sup>3</sup>. ».

**Question :** Qu'en est-il de l'acquisition et de la perte de la qualité de membre d'une OI ?

## **B) Participation aux organisations internationales**

En droit des OI, « Ne devient membre d'une institution que l'État qui en exprime la volonté formelle. En sens inverse, tout membre doit pouvoir se retirer d'une institution à laquelle il appartient. Seules diffèrent les modalités, les conditions de cette participation ou de ce retrait. Ce dernier reçoit des dénominations variables : droit de

---

<sup>3</sup>Matringe Jean, *Cours d'introduction au Droit international et Relations internationales*, Université Paris 1, p. 76 et s.

*sécession, droit de retrait, retrait volontaire, démission, etc. On observe, de nos jours, une tendance à réglementer le retrait de façon de plus en plus précise, de plus en plus stricte. Un certain nombre de traités prévoient également la possibilité d'exclure un membre ou de le suspendre de l'exercice de ses droits, ce qui est évidemment à l'opposé de la solution volontariste.<sup>4</sup> ».*

D'où l'intérêt de traiter successivement de l'acquisition de la qualité de membre (1) ainsi que de sa perte (2).

### *1) Le statut de membre d'une organisation internationale*

Les conditions d'acquisition de la qualité de membre d'une organisation internationale sont déterminées par son traité constitutif. Ainsi, s'agissant de l'ONU, c'est la Charte des Nations Unies qui définit ces conditions. Elle prévoit des dispositions respectivement afférentes au Statut de membres originaires et de membres adhérents. En vertu du premier, l'**article 3 de La Charte des Nations Unies** relève que « *Sont Membres originaires des Nations Unies les États qui, ayant participé à la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale à San Francisco ou ayant antérieurement signé la Déclaration des Nations Unies, en date du 1er janvier 1942, signent la présente Charte et la ratifient conformément à l'Article 110* ».

Suivant le second, l'**article 4 de la Charte des Nations Unies** relève que « *Peuvent devenir Membres des Nations Unies tous autres États pacifiques qui acceptent les obligations de la présente Charte et, au jugement de l'Organisation, sont capables de les remplir et disposés à le faire. L'admission comme Membres des Nations Unies de tout État remplissant ces conditions se fait par décision de l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité* ».

Lorsque les États acquièrent la qualité de membres, ils se font représenter au sein des organes de l'organisation. Il convient de rappeler en ce sens que l'ONU est constituée d'organes principaux et d'organes subsidiaires. Les organes principaux de

---

<sup>4</sup>F. Dehousse, « Le droit de retrait aux Nations unies », Revue belge de droit international, 1965 n° 30, p. 31.

l'ONU sont l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle, la Cour internationale de Justice, le Secrétariat.

- **Conseil de sécurité :**

- **Au titre de l'article 23 de la Charte**, « 1. Le Conseil de sécurité se compose de quinze Membres de l'Organisation. La République de Chine, la France, l'Union des républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni de Grande - Bretagne et d'Irlande du Nord, et les États-Unis d'Amérique sont membres permanents du Conseil de sécurité. Dix autres Membres de l'Organisation sont élus, à titre de membres non permanents du Conseil de sécurité, par l'Assemblée générale qui tient spécialement compte, en premier lieu, de la contribution des Membres de l'Organisation au maintien de la paix et de la sécurité internationales et aux autres fins de l'Organisation, et aussi d'une répartition géographique équitable. 3. Chaque membre du Conseil de sécurité a un représentant au Conseil ». **La question qui se pose est celle de savoir quel est le processus décisionnel**
- suivant l'**article 18 de la Charte**, « 2. Les décisions de l'Assemblée générale sur les questions importantes sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants ».
- Dans le même sens, l'**article 27 de la Charte** rappelle que « Chaque membre du Conseil de sécurité dispose d'une voix. 2. Les décisions du Conseil de sécurité sur des questions de procédure sont prises par un vote affirmatif de neuf membres. 3. Les décisions du Conseil de sécurité sur toutes autres questions sont prises par un vote affirmatif de neuf de ses membres dans lequel sont comprises les voix de tous les membres permanents, étant entendu que, dans les décisions prises aux termes du Chapitre VI et du paragraphe 3 de l'Article 52, une partie à un différend s'abstient de voter ».

Revenant aux conditions d'acquisition de la qualité de membre, suivant l'**article 4 de la Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)**, « Sont Membres de l'Organisation les Parties Contractantes à la présente Convention ». Mais la qualité de membre ne se limite pas aux seules parties contractantes à la Convention.



- Car, l'**article 16 de la même Convention** dispose que « Le Conseil peut décider d'inviter tout Gouvernement prêt à assumer les obligations de membre, à adhérer à la présente Convention. Cette décision doit être prise à l'unanimité ; toutefois, le Conseil peut admettre à l'unanimité, dans un cas particulier, la possibilité d'abstention, étant entendu que, nonobstant les dispositions de l'Article 6, la décision s'applique alors à tous les Membres. L'adhésion prend effet lors du dépôt de l'instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire. »

La qualité de membre n'est pas irréversible. Un membre peut la perdre.

## 2) La perte de la qualité de membre

Au même titre que l'acquisition de la qualité de membre qui s'obtient à l'aune des dispositions prévues par le traité constitutif, la perte de la qualité de membre est également organisée dans cet acte constitutif.

Suivant l'**article 31 de l'Acte Constitutif de l'Union africaine** afférent à la **cessation de la qualité de membre** : « Tout État qui désire se retirer de l'Union en notifie par écrit le Président de la Commission qui en informe les États membres. Une année après ladite notification, si celle-ci n'est pas retirée, le présent Acte cesse de s'appliquer à l'État concerné qui, de ce fait, cesse d'être membre de l'Union. 2. Pendant la période d'un an visée au paragraphe 1 du présent article, tout État membre désireux de se retirer de l'Union doit se conformer aux dispositions du présent Acte et reste tenu de s'acquitter de ses obligations aux termes du présent Acte jusqu'au jour de son retrait ».

L'on peut, en ce sens remarquer le rappel à l'ordre du Venezuela dans la **résolution sur la situation au Venezuela (résolution adoptée à la quatrième séance plénière, le 5 juin 2018), AG/RES.2929 (XLVIII-O/18)**. Dans cette résolution, l'organisation relève que « Considérant que la Charte de l'Organisation des États Américains reconnaît que la démocratie représentative est une condition indispensable à la stabilité, à la paix et au développement de la région, et que l'un des objectifs de l'OEA est de promouvoir et de consolider la démocratie représentative (...)

- De déclarer que le processus électoral tel que mis en œuvre au Venezuela, conclu le **20 mai 2018**, manque de légitimité puisqu'il ne

respecte pas les normes internationales, que tous les acteurs politiques vénézuéliens n'y ont pas participé, et qu'il a été réalisé sans les garanties nécessaires pour un processus libre, juste, transparent et démocratique (...)

- 3. De rappeler qu'il y a eu une altération inconstitutionnelle de l'ordre constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela, comme indiqué dans la **résolution CP/RES. 1078 (2108/17)** du **3 avril 2017** (...)
- 9. De rester saisi de la situation au Venezuela afin de soutenir les mesures et les actions diplomatiques supplémentaires qui facilitent le rétablissement des institutions démocratiques et de la paix sociale et favorisent le respect absolu des droits de la personne ainsi que la pleine validité de l'État de droit dans le cadre constitutionnel du Venezuela et en conformité avec ses obligations et engagements internationaux
- 10. D'appliquer, en stricte conformité avec la lettre et l'esprit de la Charte démocratique interaméricaine, les mécanismes de préservation et de défense de la démocratie représentative prévus par ses **articles 20 et 21**. »
- Ce rappel inspire la probabilité de l'application des dispositions pertinentes du traité constitutif en rapport avec la perte éventuelle de la qualité de membre pour inobservation sérieuse des obligations assumée en vertu dudit traité.

**Question :** Qu'en est-il du champ de compétence des organisations internationales ?

### III. Les compétences et pouvoirs des organisations internationales

Une présentation sommaire des compétences des OI suppose l'évocation de l'idée qu'en tant que sujets dérivés du droit international, les organisations internationales sont soumises au principe de spécialité (A) ; un principe qui mérite illustration (B).

#### A) Le principe de spécialité et la théorie des pouvoirs

## implicites

Les Organisations internationales sont régies par le principe de la spécialité. En ce sens, elles n'exercent que la responsabilité partielle des compétences expressément définies par leurs traités constitutifs. Elles sont ainsi uniquement investies de compétences et pouvoirs fonctionnels. Le professeur Matringe relève en ce sens qu'elles peuvent édicter des normes, générales ou individuelles. Certaines de ces normes ne sont opposables qu'à elles-mêmes telles que les normes afférentes à l'adoption du budget. D'autres sont valables à l'extérieur de l'organisation, à l'égard des États voire des individus. C'est le cas des règlements de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). De même, les organisations internationales peuvent être investies de pouvoirs opérationnels. C'est le cas de Casques bleus de l'ONU. Il en va de même de la fonction de contrôle des États dont elles peuvent être investies. C'est le cas de l'A.I.E.A. et le contrôle qu'elle a pu exercer sur l'Irak et l'Iran.

Dans son **avis du 11 avril 1949 relatif à la Réparation des dommages subis au service des Nations Unies**, la CIJ a estimé qu'

*« Alors qu'un État possède, dans leur totalité, les droits et devoirs internationaux reconnus par le droit international, les droits et devoirs d'une entité telle que l'organisation doivent dépendre des buts et des fonctions de celle-ci, énoncés ou impliqués par son acte constitutif et développés dans la pratique. [...] l'organisation doit être considérée comme possédant ces pouvoirs qui, s'ils ne sont pas expressément énoncés dans la Charte, sont, par une conséquence nécessaire, conférés à l'Organisation en tant qu'essentiels à l'exercice des fonctions de celle-ci<sup>5</sup> ».*

De même, dans son **Avis relatif à la question de la Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé** du **8 juillet 1996**, la CIJ a estimé que :

*« La Cour a à peine besoin de rappeler que les organisations internationales sont des sujets de droit international qui ne jouissent pas, à l'instar des États, de compétences générales. Les organisations internationales sont régies par le « principe de spécialité », c'est-à-dire dotées par les États qui les créent de compétences d'attribution*

---

<sup>5</sup> CIJ, **Réparation des dommages subis au service des Nations Unies**, avis consultatif du 11 avril 1949, Rec. 1949, p. 174

*dont les limites sont fonction des intérêts communs que ceux-ci leur donnent pour mission de promouvoir. [...] Les compétences conférées aux organisations internationales font normalement l'objet d'une formulation expresse dans leur acte constitutif. Néanmoins, les exigences de la vie internationale peuvent mettre en lumière la nécessité pour les organisations de disposer, aux fins d'atteindre leurs buts, de compétences subsidiaires non expressément prévues dans les textes fondamentaux qui gouvernent leur activité. Il est généralement admis que les organisations internationales peuvent exercer de tels pouvoirs dits « implicites »<sup>6</sup>.*

**Dans le même sens, suivant l'article 5 du Traité sur l'Union européenne :** « 1. Le principe d'attribution régit la délimitation des compétences de l'Union. Les principes de subsidiarité et de proportionnalité régissent l'exercice de ces compétences. 2. En vertu du principe d'attribution, l'Union n'agit que dans les limites des compétences que les États membres lui ont attribuées dans les traités pour atteindre les objectifs que ces traités établissent. Toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux États membres ».

**Voir l'affaire ci-après : CIJ, Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte et Émirats arabes unis c. Qatar), communiqué de presse 2018/32, 5 juillet 2018 : LA HAYE, le 5 juillet 2018.**

- Le Royaume de Bahreïn, la République arabe d'Égypte, le Royaume d'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont déposé hier devant la Cour internationale de Justice, l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, en vertu l'**article 84 de la Convention relative à l'aviation civile internationale (la « Convention de Chicago »)**, une requête conjointe tendant à faire appel de la décision rendue le **29 juin 2018** par le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (« le Conseil de l'OACI ») dans une instance introduite par l'État du Qatar contre ces quatre États le **30 octobre 2017**.

---

<sup>6</sup>CIJ, *Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé*, avis consultatif du 8 juillet 1996, Rec. 1996, p. 75, § 25

- Le même jour, le Royaume de Bahreïn, la République arabe d'Égypte et les Émirats arabes unis ont déposé devant la Cour, en vertu de la **section 2 de l'article II de l'accord relatif au transit des services aériens internationaux (« l'accord ATSAI »)**, une seconde requête conjointe tendant à faire appel de la décision rendue par le Conseil de l'OACI dans une instance introduite par le Qatar contre ces trois États le **30 octobre 2017**.
- Dans la requête déposée par le Royaume de Bahreïn, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, il est indiqué que, en **2013** et **2014**, à l'issue de plusieurs années d'activités diplomatiques, les États membres du Conseil de coopération du Golfe ont adopté un ensemble d'instruments et d'accords, dénommés collectivement les **Accords de Riyad**, en vertu desquels le Qatar « s'engageait à cesser d'appuyer, de financer ou d'héberger des personnes ou groupes mettant en danger la sécurité nationale, notamment des groupes terroristes ». Les demandeurs avancent en outre que, le Qatar ayant selon eux manqué à ses engagements, ils ont, le **5 juin 2017**, adopté un **ensemble de contre-mesures** « visant à inciter [celui-ci] à s'acquitter de ses obligations ». Ont ainsi été imposées des restrictions de l'espace aérien aux aéronefs immatriculés dans cet État.
- Le **30 octobre 2017**, le Qatar a introduit une requête auprès du Conseil de l'OACI, en vertu de l'**article 84 de la Convention de Chicago**, contre les États susmentionnés (la « requête A ») concernant « *différentes violations de la Convention de Chicago découlant [desdites] restrictions de l'espace aérien* ». Le Royaume de Bahreïn, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis indiquent encore que, le **19 mars 2018**, ils ont soulevé deux exceptions préliminaires à la « requête A » du Qatar, faisant valoir que le Conseil de l'OACI n'était pas compétent pour connaître des demandes figurant dans celle-ci ou, à titre subsidiaire, que ces demandes étaient irrecevables. Au titre de leur première exception préliminaire, ils avançaient que, si le Conseil de l'OACI devait connaître du différend, il aurait à « *trancher des questions ne relevant pas de sa compétence [puisque,] pour décider de la licéité des contre-mesures adoptées par les défendeurs, notamment certaines restrictions de l'espace aérien, [il] aurait à se prononcer sur l'exécution par le Qatar d'obligations fondamentales de droit international sans aucun rapport avec la Convention de Chicago* ».

## B) L'illustration du principe de spécialité

## 1) L'ONU

Suivant l'**article 10 de la Charte des Nations Unies**, « L'Assemblée générale peut discuter toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la présente Charte ou se rapportant aux pouvoirs et fonctions de l'un quelconque des organes prévus dans la présente Charte, et, sous réserve des dispositions de l'Article 12, formuler sur ces questions ou affaires des recommandations aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, au Conseil de sécurité, ou aux Membres de l'Organisation et au Conseil de sécurité ».

De même, au titre de l'**article 24 de la Charte**, « Afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité le Conseil de sécurité agit en leur nom. Dans l'accomplissement de ces devoirs, le Conseil de sécurité agit conformément aux buts et principes des Nations Unies. Les pouvoirs spécifiques accordés au Conseil de sécurité pour lui permettre d'accomplir lesdits devoirs sont définis aux Chapitres VI, VII, VIII et XII. Le Conseil de sécurité soumet pour examen des rapports annuels et, le cas échéant, des rapports spéciaux à l'Assemblée générale ».

En vertu de l'**article 25 de la Charte**, « Les Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité conformément à la présente Charte ».

## 2) Organisation internationale pour les migrations

Suivant l'**article 1<sup>er</sup> de la Constitution de l'Organisation internationale pour les migrations**, « 1. Les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont :

- a) De prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou qui, autrement, ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée ;

- b) De s'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, pour lesquels des arrangements pourront être faits entre l'Organisation et les États intéressés, y compris ceux qui s'engagent à les accueillir ;
- c) De fournir, à la demande des États intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation, les examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre assistance conforme aux buts de l'Organisation ;
- d) De fournir des services similaires, à la demande des États ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti ;
- e) D'offrir aux États, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, un forum pour des échanges de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux sur les questions de migration internationale, y compris des études sur de telles questions en vue de développer des solutions pratiques.

**Suivant l'article IV de la Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique**

- Afin d'atteindre les objectifs de la présente Convention, la Commission est chargée d'étudier, dans la zone de la Convention les thonidés et espèces voisines [...]. Cette étude comprendra des recherches concernant l'abondance, la biométrie et l'écologie des poissons, l'océanographie de leur milieu, et l'influence des facteurs naturels et humains sur leur abondance.
- Pour s'acquitter de ses fonctions, la Commission utilisera, dans la mesure du possible, les services techniques et scientifiques des organismes officiels des Parties contractantes et de leurs subdivisions politiques, ainsi que les renseignements émanant desdits organismes, et pourra, si cela apparaît souhaitable, utiliser les services ou renseignements que pourrait fournir toute institution ou organisation publique ou privée, ou tout particulier ; elle pourra également entreprendre, dans les limites de son budget, des recherches indépendantes destinées à compléter les travaux accomplis par les gouvernements et les institutions nationales ou par d'autres organismes internationaux (§1).